

TRIBUNE

Tom Chevalier
Politiste

« Les niveaux de précarité étudiante sont bien plus bas dans les pays où les aides ne dépendent plus des ressources parentales »

Tom Chevalier, chercheur au CNRS, en appelle, dans une tribune au « Monde », à s'inspirer du système de bourses des pays du nord de l'Europe, où le « statut d'adulte » des étudiants est, selon lui, reconnu.

Publié le 01 octobre 2024 à 15h00 | Lecture 4 min.

Offrir l'article



Article réservé aux abonnés

Comme à chaque rentrée universitaire, l'Union nationale des étudiants de France (Unef), syndicat étudiant, a présenté les chiffres du coût de la vie étudiante : si la hausse est moins forte cette année (+ 2,25 %) qu'en 2023 (+ 6,47 %), elle s'élève tout de même à 27,76 % depuis 2017, sans que la revalorisation des bourses étudiantes ne vienne la compenser. La conséquence en sera très certainement une aggravation de la précarité étudiante, déjà élevée en France.

Pour la réduire, il est nécessaire de réformer le système d'aides aux étudiants tel qu'il existe en France. Celui-ci s'inscrit dans la logique « familialisée » d'accès à la citoyenneté sociale pour les jeunes, puisque ceux-ci sont d'abord vus comme des enfants, ce qui implique une série de conséquences institutionnelles, et notamment des limites d'âge élevées pour accéder aux prestations sociales (comme celle pour accéder au RSA en France fixée à 25 ans), la mobilisation de la politique familiale pour financer la poursuite d'études supérieures (par exemple avec des aides fiscales aux parents) et des bourses étudiantes qui dépendent du revenu des parents.

La logique de ces bourses n'est pas de garantir la poursuite d'études en toute indépendance financière, mais de compenser l'aide financière parentale insuffisante donnée aux étudiants de milieux populaires. Elle reflète donc à la fois une logique « familialiste » (ce sont d'abord aux parents d'aider leurs enfants poursuivant des études) et redistributive (il faut donner plus à ceux qui ont moins).

La stratégie « Robin des bois »

A l'opposé, on trouve des pays en Europe, comme les pays nordiques, qui ont réformé ces systèmes de bourses « familialisés » pour instaurer des aides qui ne dépendent plus des ressources parentales. Elles s'inscrivent plus généralement dans des pays où l'accès à la citoyenneté sociale est « individualisé » pour les jeunes, y compris les étudiants, en reconnaissant leur statut d'adulte : ceux-ci peuvent accéder aux prestations sociales dès 18 ans, et la quasi-totalité d'entre eux peut recevoir une bourse, souvent combinée à un prêt, contre environ un tiers seulement des étudiants de premier cycle en France. Ces systèmes ne considèrent ni que ce sont aux parents de prendre d'abord en charge leurs enfants ni qu'il faut nécessairement adopter une stratégie « Robin des bois » en donnant surtout à ceux qui ont moins. Bref, ils sont à l'opposé de ce qu'on trouve en France.

Lire aussi | [La précarité alimentaire des étudiants s'aggrave encore : « Ce n'est pas parce qu'on est jeune et en galère qu'on doit manger de la merde »](#)

Quelle est alors la meilleure stratégie pour combattre la précarité étudiante ? A première vue il semblerait que la stratégie redistributive « Robin des bois » à la française soit la plus évidente pour la réduire en donnant plus à ceux qui ont moins : pourquoi en effet donner la même chose à des jeunes provenant de familles aisées ? Pourtant, une étude récente souligne que c'est bien dans les pays où le statut d'adulte des jeunes est reconnu, tournant donc le dos à la « familialisation » des politiques en direction des jeunes, que l'on trouve les niveaux de privation matérielle et de pauvreté « subjective » chez les étudiants les plus bas en Europe. En d'autres termes, la « familialisation » ne serait pas la meilleure stratégie pour améliorer les conditions de vie des jeunes. Mais

Édition du jour

Daté du mercredi 16 octobre



Lire le journal numérique

Lire les éditions précédentes

PUBLICITÉ

Le Monde | Ateliers

Histoire de l'art

COMMENT REGARDER UN TABLEAU

Françoise Barbe-Gall
Historienne d'art et conférencière

NOV. 2024

Le temps de l'impressionnisme

COURS DU SOIR

Les plus lus

- 1 En direct, présidentielle américaine : les dernières informations de la campagne et les réponses à vos questions
- 2 Marine Le Pen au procès des assistants parlementaires du FN : « Vous cherchez la netite

enfants ni qu'il faut nécessairement adopter une stratégie « Robin des bois » en donnant surtout à ceux qui ont moins. Bref, ils sont à l'opposé de ce qu'on trouve en France.

Lire aussi | [La précarité alimentaire des étudiants s'aggrave encore : « Ce n'est pas parce qu'on est jeune et en galère qu'on doit manger de la merde »](#)

Quelle est alors la meilleure stratégie pour combattre la précarité étudiante ? A première vue il semblerait que la stratégie redistributive « Robin des bois » à la française soit la plus évidente pour la réduire en donnant plus à ceux qui ont moins : pourquoi en effet donner la même chose à des jeunes provenant de familles aisées ? Pourtant, une étude récente souligne que c'est bien dans les pays où le statut d'adulte des jeunes est reconnu, tournant donc le dos à la « familialisation » des politiques en direction des jeunes, que l'on trouve les niveaux de privation matérielle et de pauvreté « subjective » chez les étudiants les plus bas en Europe. En d'autres termes, la « familialisation » ne serait pas la meilleure stratégie pour améliorer les conditions de vie des jeunes. Mais comment expliquer ce résultat contre-intuitif pour les étudiants ?

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

La littérature scientifique sur le sujet a depuis longtemps exploré cet enjeu sur la population générale en le dénommant « paradoxe de la redistribution ». Exposé simplement, il s'agit de dire que les prestations ciblées sur les plus pauvres n'emportent pas le soutien de la population générale puisque la plupart des gens ne les perçoivent pas tout en payant des impôts pour les financer. A terme, le soutien à ces politiques s'étiole, ce qui incite les pouvoirs publics à diminuer les ressources qui leur sont allouées.

Renoncer à la « familialisation »

En revanche, lorsque les politiques sociales sont universelles, elles emportent l'adhésion d'une grande partie de la population qui, de fait, les perçoit, faisant ainsi pression sur les pouvoirs publics pour maintenir des niveaux élevés de dépenses. Cette logique politique sous-jacente amène alors à une différence de taille : les montants globaux des budgets alloués aux aides, mais aussi par conséquent le niveau moyen des bourses que reçoivent les étudiants les plus défavorisés, sont bien plus élevés lorsque les aides sont universelles, grâce au soutien élevé de la population. En France, la dépense publique pour les aides financières aux étudiants s'élève ainsi à seulement 9 % du total des dépenses publiques en 2021 selon Eurostat, contre 12,3 % dans l'UE et 29,1 % en Suède.

Cela ne reflète pas uniquement un nombre plus élevé de bénéficiaires, mais bien un montant plus élevé des aides : si le montant moyen de l'aide publique reçue par un étudiant défavorisé en France est plus élevé que pour un étudiant venant d'une famille plus aisée (du fait de la logique « familialisée » du système qui cible les plus pauvres), ce montant reste largement inférieur à celui reçu par un étudiant défavorisé danois ou suédois, par exemple, alors même qu'un étudiant de milieu aisé reçoit la même chose : 308 euros en France contre 623 euros en Suède (en parité de pouvoir d'achat, selon les données Eurostudent de 2018).

Lire aussi | [« Les études sont considérées comme une forme d'emploi » : en Scandinavie, les étudiants connaissent peu la crise](#)

Et finalement, qu'est-ce qui est le plus important pour un étudiant précaire : vaut-il mieux recevoir une petite aide en sachant que c'est toujours plus qu'un étudiant qui n'en a pas besoin, ou vaut-il mieux recevoir une aide plus importante, donc plus efficace pour améliorer les conditions de vie, quitte à ce qu'elle soit la même pour tout le monde ? Il semblerait que ce soit bien la deuxième option qui l'emporte de fait.

Newsletter abonnés

« La lettre des idées »

Votre rendez-vous avec la vie intellectuelle

S'inscrire →

Mais cela implique bel et bien un big bang du système français d'aides aux étudiants, tournant résolument le dos à sa « familialisation », en supprimant les aides fiscales aux familles et en instaurant un système de bourses (éventuellement combinées à des prêts) qui ne dépendent plus du revenu des parents, consacrant le statut d'adulte des étudiants.

Lire aussi : [La précarité étudiante, reflet d'un modèle d'aides à bout de souffle](#)

¶ **Tom Chevalier** est chargé de recherche en sciences politiques au CNRS, au sein du laboratoire Arènes. Il travaille sur les enjeux de jeunesse et de protection sociale en Europe. Il est notamment l'auteur de « La jeunesse dans tous ses Etats » (PUF, 2018) et a codirigé avec Patricia Loncle l'ouvrage collectif « Une jeunesse sacrifiée ? » (PUF, 2021).

Tom Chevalier (Politiste)

Contribuer

Réutiliser ce contenu

2 Marine Le Pen au procès des assistants parlementaires du FN : « Vous cherchez la petite bête »

3 En direct, budget 2025 : l'Élysée, l'Assemblée nationale et le Sénat renoncent à une hausse de leurs dotations, pour « donner l'exemple »